



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BESANCON
DIRECTION DES FINANCES ET DE LA CONTRACTUALISATION

3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 - BESANÇON CEDEX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Marché de Transport Article 80

DATE LIMITE DE REPONSE : 29/08/2025 à 16h00

Table des matières

Article 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1 - Description des transports concernés	3
1.2 – Description des transports non-concernés	3
Article 2 – DESCRIPTIF DE LA PRESTATION PAR LOT	3
2.1 - LOT 1, 3, 5, 7	5
2.2 - LOT 2, 4, 6, 8	5
2.3 - LOT 9, 11, 13, 15, 17	5
2.4 - LOT 10, 12, 14, 16, 18	6
2.5 - LOT 19	7
2.6 - LOT 20	7
Article 3 - MODALITES D’EXECUTION	8
3.1 - Dispositions générales	8
3.2 – Spécificité de la prestation	9
3.3 - Délai d’exécution	9
3.4 - Annulation par le service de soin	10
3.5 - Cas du transport simultané de plusieurs patients	10
Article 4 – DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES	11
Article 5 - DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL	11
5.1 - Dispositions générales	11
5.2 - Responsabilité	12
5.3 - Secret professionnel – déontologie – Laïcité	13
5.4 - Tenue générale – identification du personnel	14
5.5 - Règlement intérieur	14
5.6 - Gestion des déchets	14
Article 6 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX VEHICULES ET A LEUR EQUIPEMENT	14
6.1 - Véhicules	14
6.2 - Identification du titulaire de l’agrément	15
6.3 - Equipement des véhicules	15
6.4 – Protocoles d’hygiène pour les transports en ambulances	16
Article 7 - OBLIGATIONS POUR CHAQUE ETABLISSEMENT MEMBRE DU GHT CENTRE FRANCHE-COMTE	17
Article 8 – OBLIGATIONS DU OU DES TITULAIRES	18

Article 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet les prestations de transport article 80 non médicalisé par ambulance, transport assis professionnalisé (TAP) et Transport pour Personne à Mobilité Réduite (TPMR) pour l'ensemble des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Centre Franche-Comté.

1.1 - Description des transports concernés

Les transports concernés par le présent appel d'offres sont les suivants :

- ❖ Les transports « inter-établissements », à savoir les transports de patients hospitalisés depuis une entité juridique membre du GHT vers une autre entité juridique, membre du GHT, avec ou sans retour ;
- ❖ Les transports « intra-établissements », à savoir les transports entre entité géographique d'une même entité juridique ;
- ❖ Les transports d'un patient vers son domicile (ou vers une structure assimilée – EHPAD notamment) en cas de permission thérapeutique d'une durée inférieure à 48 heures (c'est-à-dire absence de l'établissement d'une nuit maximum), ainsi que son retour vers l'établissement ;
- ❖ Les transports provisoires de patients hospitalisés pour la réalisation d'une prestation en dehors de l'établissement.

Les transports prescrits par une structure d'hospitalisation à domicile, uniquement dans le cadre du protocole de soins.

Tous les champs d'activité sanitaires des établissements sont visés : MCO, SSR, psychiatrie, à l'exception des USLD.

1.2 – Description des transports non-concernés

Sont exclues du présent marché les prestations de transport sanitaire qui ne sont pas à la charge financière des établissements, à savoir :

- ❖ Les transports médicalisés ;
- ❖ Les transports effectués dans le cadre de l'aide médicale d'urgence (autrement dit lorsque la commande de transport est passée par un Samu-Centre 15) ;
- ❖ Les transports visant à hospitaliser un patient. Sont visés les transferts d'un patient depuis son domicile vers un établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire en vue de son hospitalisation, mais également les transferts depuis un établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire vers un autre établissement géographique lorsque le patient n'est pas hospitalisé au moment du transfert (départ depuis un service d'Urgences) ;
- ❖ Les retours définitifs d'un patient vers son domicile ;
- ❖ Les transports de patients non hospitalisés depuis leur domicile vers un établissement membre du groupement hospitalier de territoire pour la réalisation de prestations externes (notamment les démarches de préadmission) ;
- ❖ Les transports provisoires et définitifs depuis et vers une unité de soins de longue durée à l'exception des transports réalisés entre deux établissements relevant d'une même entité géographique ;
- ❖ Les transports provisoires et définitifs depuis et vers un EHPAD à l'exception des transports réalisés entre deux établissements relevant d'une même entité géographique.

Article 2 – DESCRIPTIF DE LA PRESTATION PAR LOT

Lot n°1 : Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier Sainte Croix de Baume les Dames

Lot n°2 : Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier Sainte Croix de Baume les Dames

Lot n°3 : Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier Paul Nappez de Morteau

Lot n°4 : Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier Paul Nappez de Morteau

Lot n°5 : Transports sanitaires non médicalisés allongés pour l'Etablissement de Santé de Quingey

Lot n°6 : Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour l'Etablissement de Santé de Quingey

Lot n°7 : Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier Saint Louis d'Ornans

Lot n°8 : Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier Saint Louis d'Ornans

Lot n°9 : Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier de Novillars

Lot n°10 : Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier de Novillars

Lot n°11 : Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier Louis Pasteur de Dole

Lot n°12 : Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier Louis Pasteur de Dole

Lot n°13 : Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier spécialisé de Saint Ylie

Lot n°14 : Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier spécialisé de Saint Ylie

Lot n°15 : Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier intercommunal de Haute Comté

Lot n°16 : Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier intercommunal de Haute Comté

Lot n°17 : Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier Universitaire de Besançon

Lot n°18 : Transport sanitaire Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier Universitaire de Besançon

Lot n°19 : Transports de Personnes à Mobilité Réduite pour le Centre hospitalier Universitaire de Besançon

Lot n°20 : Transports sanitaires non médicalisés allongés bariatriques pour les établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire Centre Franche Comté

2.1 - LOT 1, 3, 5, 7

Il s'agit de l'ensemble des transports en ambulance à la charge financière :

- du Centre Hospitalier Saint Croix de Baume les Dames : lot 1
- du Centre Hospitalier Paul Nappes de Morteau : lot 3
- de l'Etablissement de Santé de Quingey : lot 5
- du Centre Hospitalier Saint Louis d'Ornans : lot 7

La prestation de transport s'effectue de 8 heures à 18 heures du lundi au vendredi hormis les jours fériés. Exceptionnellement, certains transports peuvent débuter ou se terminer en dehors de ces horaires, notamment le transport retour du patient sur l'établissement après une prestation externe. Ces transports retour ne pourront pas être refusés par l'attributaire.

Il s'agit d'un marché multi-attributaire à bon de commandes, sans minimum avec maximum.

La quantité estimative et non contractuelle de transports concernés sur une année est de :

- Centre Hospitalier Saint Croix de Baume les Dames : 500 transports pour un montant de 70 800 €.
- Centre Hospitalier Paul Nappes de Morteau : 480 transports pour un montant de 71 000 €.
- Etablissement de Santé de Quingey : 700 transports pour un montant de 75 000 €.
- Centre Hospitalier Saint Louis d'Ornans : transports pour un montant de 20 000 €.

2.2 - LOT 2, 4, 6, 8

Il s'agit de l'ensemble des transports assis à la charge financière :

- du Centre Hospitalier Saint Croix de Baume les Dames : lot 2
- du Centre Hospitalier Paul Nappes de Morteau : lot 4
- de l'Etablissement de Santé de Quingey : lot 6
- du Centre Hospitalier Saint Louis d'Ornans : lot 8

La prestation de transport s'effectue de 8 heures à 18 heures du lundi au vendredi hormis les jours fériés. Exceptionnellement, certains transports peuvent débuter ou se terminer en dehors de ces horaires, notamment le transport retour du patient sur l'établissement après une prestation externe. Ces transports retour ne pourront pas être refusés par l'attributaire.

Il s'agit d'un marché multi-attributaire à bon de commandes, sans minimum avec maximum.

Le marché est ouvert aux Véhicules Sanitaires Légers (VSL) et aux taxis. Néanmoins, pour garantir l'égalité de traitement – les tarifs réglementaires de ces deux moyens de transport étant trop différents pour permettre une notation équitable des offres proposées au BPU – les sociétés ou groupements de taxis candidats devront – pour les trajets non soumis à forfait – se conformer aux tarifs réglementaires de la prestation en VSL (base sécurité sociale) éventuellement remisés.

La quantité estimative et non contractuelle de transports concernés sur une année est de :

- Centre Hospitalier Saint Croix de Baume les Dames : 120 transports pour un montant de 7 800 €.
- Centre Hospitalier Paul Nappes de Morteau : 250 transports pour un montant de 13 500 €.
- L'Etablissement de Santé de Quingey : 500 transports pour un montant de 30 000 €.
- Centre Hospitalier Saint Louis d'Ornans : transports pour un montant de 16 000 €.

2.3 - LOT 9, 11, 13, 15, 17

Il s'agit de l'ensemble des transports en ambulance à la charge financière :

- du Centre Hospitalier de Novillars : lot 9

- du Centre Hospitalier Louis Pasteur de Dole : lot 11
- du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Ylie : lot 13
- du Centre Hospitalier Intercommunal de Haute-Comté : lot 15
- du Centre Hospitalier Universitaire de Besançon : lot 17

La prestation de transport s'effectue de 8 heures à 20 heures, tous les jours de l'année y compris les jours fériés. Exceptionnellement, certains transports peuvent débuter ou se terminer en dehors de ces horaires, notamment le transport retour du patient sur l'établissement après une prestation externe. Ces transports retour ne pourront pas être refusés par l'attributaire.

Il s'agit d'un marché multi-attributaire à bon de commandes, sans minimum avec maximum.

La quantité estimative et non contractuelle de transports concernés sur une année est de :

- Centre Hospitalier de Novillars : 560 transports pour un montant de 40 000 €.
- Centre Hospitalier Louis Pasteur de Dole : 1695 transports pour un montant de 380 200 €.
- Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Ylie : 90 transports pour un montant de 10 000 €.
- Centre Hospitalier Intercommunal de Haute-Comté : 1237 transports pour un montant de 233 008 €.
- Centre de soins des Tilleroyes : 850 transports pour un montant de 65 000€.
- Centre Hospitalier Universitaire de Besançon : 5671 transports pour un montant de 762 751 € (année 2020).

2.4 - LOT 10, 12, 14, 16, 18

Il s'agit de l'ensemble des transports assis à la charge financière :

- du Centre Hospitalier de Novillars : lot 10
- du Centre Hospitalier Louis Pasteur de Dole : lot 12
- du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Ylie : lot 14
- du Centre Hospitalier Intercommunal de Haute-Comté : lot 16
- du Centre Hospitalier Universitaire de Besançon : lot 18

La prestation de transport s'effectue de 8 heures à 20 heures, tous les jours de l'année y compris les jours fériés. Exceptionnellement, certains transports peuvent débuter ou se terminer en dehors de ces horaires, notamment le transport retour du patient sur l'établissement après une prestation externe. Ces transports retour ne pourront pas être refusés par l'attributaire.

Il s'agit d'un marché multi-attributaire à bon de commandes, sans minimum avec maximum.

Le marché est ouvert aux Véhicules Sanitaires Légers (VSL) et aux taxis. Néanmoins, pour garantir l'égalité de traitement – les tarifs règlementaires de ces deux moyens de transport étant trop différents pour permettre une notation équitable des offres proposées au BPU – les sociétés ou groupements de taxis candidats devront – pour les trajets non soumis à forfait - se conformer aux tarifs règlementaires de la prestation en VSL (base sécurité sociale) éventuellement remisés.

La quantité estimative et non contractuelle de transports concernés sur une année est de :

- Centre Hospitalier de Novillars : 490 transports pour un montant de 26 700 €.
- Centre Hospitalier Louis Pasteur de Dole : 166 transports pour un montant de 13 150 €.
- Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Ylie : 350 transports pour un montant de 30 000€.
- Centre Hospitalier Intercommunal de Haute-Comté : 354 transports pour un montant de 39 101.97€.
- Centre de soins des Tilleroyes : 10 transports pour un montant de 300€.
- Centre Hospitalier Universitaire de Besançon : 1868 transports pour un montant de 133 872 € (année 2020).

2.5 - LOT 19

Il s'agit de l'ensemble des Transports pour Personnes à Mobilité Réduites (TPMR) à la charge financière du Centre de Soins des Tilleroyes et du Centre Hospitalier Universitaire de Besançon.

Les véhicules sont de type TPMR (Transports de Personnes à Mobilité Réduite) dont l'aménagement est conforme à la réglementation propre au transport en fauteuil d'handicapés à mobilité réduite.

La prestation de transport s'effectue de 8 heures à 17 heures, du lundi au vendredi hormis les jours fériés. Exceptionnellement, certains transports peuvent débuter ou se terminer en dehors de ces horaires, notamment le transport retour du patient sur l'établissement après une prestation externe. Ces transports retour ne pourront pas être refusés par l'attributaire.

Il s'agit d'un marché multi attributaire à bon de commandes, sans minimum avec maximum.

La quantité estimative et non contractuelle de transports concernés sur une année est de 70 transports pour un montant de 7 000 €.

2.6 - LOT 20

Ces transports seront assurés par les prestataires retenus, 24h/24h, 7 jours/7 (365 jours/an). Les véhicules sont de type A (norme européenne EN 1789) ou de catégorie C (cf. article R. 6312-8 du Code de la Santé Publique).

Le choix du type de véhicule est défini par les établissements parties du GHT Centre Franche Comté et pour le CHU de Besançon par la commande du Service de Transport des Patients, le mode de transport allongé est défini dans l'application Progiciel Transports Ambulances Hospitaliers (PTAH) par les abréviations « B » (Brancard) ou « L » (Lit) ; le patient est installé sur un brancard compatible avec le véhicule. En conformité avec les dispositions du Code de la Santé Publique et de l'Arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R.322-10-1 du Code de la Sécurité Sociale, ces lots visent les transports par ambulance de patients s'inscrivant dans les cas de figure suivants :

- Le patient présente au moins une déficience ou des incapacités nécessitant un transport obligatoirement en position allongée ou semi-assise ;
- Le patient nécessite un transport avec surveillance par une personne qualifiée ou nécessitant l'administration d'oxygène ;
- Le patient nécessite un transport avec brancardage ou portage, ou un transport devant être réalisé avec des conditions d'asepsie ;
 - Le patient se trouve dans une situation d'obésité rendant impossible son transport avec une ambulance « classique » et dont son IMC est supérieur ou égal à 35 ;
 - Présentation obligatoire par le transporteur d'un devis qui doit nécessairement être validé avant engagement de la commande ;

Par dérogation :

- 180 kg à 318 kg (limite technique du brancard), indépendamment de l'existence de déficience et/ou incapacité ;

- Afin de tenir compte des patients de petite taille, sont éligibles au transport bariatrique les patients dont la taille est inférieure à 1,55 mètre et le poids est compris entre 120 kg et 150 kg, sous réserve qu'ils présentent une déficience ou une incapacité dans les domaines de la déambulation, du comportement et/ou du langage (compréhension et/ou expression).

Le prestataire sera en mesure de transporter le patient en respectant les précautions particulières définies dans la demande de transport (perfusions, oxygène, ...) et il devra :

- Veiller à ce que le dossier médical du patient ne soit pas accessible à ce dernier ;
- Assurer simultanément le transport de tout autre objet et effets personnels du patient ; si l'un de ces éléments venait à ne pas être transporté simultanément, il le serait à posteriori par le même prestataire qui a transporté le patient sans faire l'objet d'une facturation.

Article 3 - MODALITES D'EXECUTION

3.1 - Dispositions générales

- Lorsqu'un établissement de santé dispose d'une flotte de transports, le pouvoir adjudicateur assure en priorité par ses propres moyens les transports de patients visés à l'article 1, point 1, pour lui-même et pour les autres établissements membres du GHT.

Lorsque ses moyens ne lui permettent pas de répondre techniquement à la demande (ou d'y répondre dans les délais prescrits), le pouvoir adjudicateur fait appel à un prestataire extérieur dans les conditions définies au présent marché.

- En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les litiges entre un établissement et le titulaire du marché ne pourront être avancés comme justifiant la suspension – même temporaire – des prestations prévues au présent marché.

En outre, la grève ne saurait constituer une cause exonérant le titulaire du marché de l'exécution de ses obligations contractuelles, le principe de continuité du service public devant prévaloir en tout état de cause.

Le titulaire du marché doit faire son affaire de son remplacement.

- Le retour du soignant sur le lieu de prise en charge est obligatoire et sera facturé forfaitairement 10€ HT pour un kilométrage inférieur à 15 kms, et au tarif VSL au-delà. Le retour du soignant se fera sans détour ni attente. Si le transport retour n'est pas effectué à vide (prise en charge d'un patient dans l'établissement d'arrivée devant se rendre dans l'établissement où pratique le soignant), le retour du soignant sera facturé 10€HT quel que soit le nombre de kilomètres effectués. Néanmoins, l'attente du soignant ne devra pas être supérieure à 20 minutes.
- Dans le cas d'un transfert provisoire pour soins ou examens vers un établissement extérieur avec retour dans l'établissement d'origine, le transporteur n'est pas tenu d'attendre sur place. L'ambulancier apprécie, sous sa propre responsabilité, la durée du soin, de la consultation ou de l'examen et choisit d'attendre sur place ou de revenir ultérieurement pour prendre en charge le patient. A l'issue de la consultation ou de l'examen, l'attente pour le patient ne doit en aucun cas excéder trente minutes.
- Les véhicules nécessaires devront être disponibles et le transport demandé en TAP ne pourra pas être facturé au tarif ambulance, même si le titulaire effectue ce transport en ambulance pour quelque raison que ce soit. Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande de transport assis, il peut y substituer un transport en TPMR ou en ambulance, qui lui sera réglé sur la base du tarif applicable au transport assis qu'il n'a pas été en mesure de proposer.
- Le titulaire est responsable des dommages causés au matériel de chaque établissement lors de l'utilisation par un des membres de son personnel.
- Pour les entreprises locales, le stationnement doit être de courte durée, celle nécessitée par la prise en charge et la dépose des patients.

3.2 – Spécificité de la prestation

La prestation comprend :

- La mise à disposition d'un dispositif et d'une **organisation administrative** pour effectuer les demandes de transport (astreinte téléphonique selon les horaires demandés, mise à disposition d'un numéro de téléphone d'urgence en cas de dysfonctionnements différent du n° de téléphone habituel, etc.) ;
- La mise à disposition du **véhicule** commandé et de son **équipage** avec utilisation de son équipement et des consommables nécessaires ;
- **Une aide aux formalités administratives**, notamment le passage au Bureau des Entrées des établissements d'arrivée si besoin ;
- **Le transport des effets personnels** du patient. Lorsque le patient dispose de son propre fauteuil roulant, celui-ci doit être considéré comme un effet personnel et transporté dans le même véhicule que le patient. Si l'un des éléments composant les effets personnels du patient venait à ne pas être transporté simultanément, il le serait dans les 4 heures qui suivent, par le même prestataire, sans faire l'objet d'une facturation.

Dans le cas des transports en ambulance, la prestation comprend :

- **La fourniture de l'oxygène** (uniquement dans les ambulances – article 1 de l'arrêté ministériel du 23/12/2006) en cas de besoin, ainsi que des équipements de premier secours ;
- **Le transport et le brancardage** du patient au départ et à l'arrivée, étages compris, le cas échéant avec ou sans ascenseur ;
- Hormis pour le lot 20, le prestataire sera en mesure de transporter des patients d'un poids pouvant aller jusqu'à **160 kg quelque soit leur taille**.

Dans le cas des transports assis, la prestation comprend :

- Le **transport** du patient du service de départ jusqu'au service d'arrivée, étages compris, le cas échéant avec ou sans ascenseur.
- **L'accompagnement** du patient et éventuellement d'un soignant ou un membre de la famille jusqu'au service de destination, quel que soit son âge et son état de santé. En aucun cas le patient ne devra être déposé dans les parkings ou dépose-minute des établissements.
- **L'assistance à la marche** sera systématiquement proposée, notamment en proposant un fauteuil roulant au patient. Néanmoins, le patient doit pouvoir faire seul ses transferts du fauteuil au véhicule et du véhicule au fauteuil. Cette prestation est comprise dans les tarifs proposés au BPU et ne pourra en aucun cas être facturée en sus.

3.3 - Délai d'exécution

Les délais de réponse sont définis au moment de l'expression de la demande de transport, et sont plus contraignants si la demande est faite suffisamment en amont, afin de favoriser l'anticipation des besoins :

La demande à lieu :	L'entreprise s'engage :	<i>Exemple pour une sortie demandée à 15 heures :</i>
La veille du transport	Horaires demandés	<i>15h00</i>
Au moins 6 heures à l'avance	Créneau d'1 heure	<i>Entre 15h00 et 16h00</i>
Au moins 2 heures à l'avance	Créneau de 2 heures	<i>Entre 15h00 et 17h00</i>
Moins de 2 heures à l'avance	Créneau de 3 heures	<i>Entre 15h00 et 18h00</i>

Transports urgents ou ne pouvant être anticipés	Le candidat indique dans son mémoire technique le délai d'intervention sur lequel il s'engage.
---	--

Les équipages sont considérés comme étant arrivés à l'heure s'ils se présentent entre 15 minutes avant et 15 minutes après l'heure demandée. Si l'adjudicataire souhaite prendre en charge le patient plus de 15 minutes avant l'heure demandée, l'accord du service doit être obtenu par téléphone préalablement à l'arrivée de l'équipage dans le service.

En cas d'empêchement ou de retard de plus de 30 minutes, le titulaire est tenu d'en informer l'établissement au plus vite. Si le dialogue ne permet pas de s'accorder sur un nouvel horaire de prise en charge, les établissements membres du GHT sont déliés de leurs obligations et peuvent s'adresser à un autre transporteur.

Dans l'hypothèse où le patient n'est pas prêt au moment du départ, le transporteur doit le signaler sur la feuille de route.

Cas des transports urgents ou ne pouvant pas être anticipés

Certains transferts urgents ne peuvent pas être anticipés, notamment depuis les UHCD. Le candidat indique dans son mémoire technique le délai d'intervention maximum sur lequel il s'engage pour ce type de transport. Lorsqu'un transport non programmé s'avère nécessaire, le service transport de chaque établissement prévient par téléphone la régulation de l'attributaire pour lui signifier le caractère urgent de la demande. Cet appel téléphonique est doublé d'un bon de commande écrit (mail ou fax) ou d'une demande via le logiciel PTAH. Dès réception de la commande de transport, le titulaire devra mettre en place tous les moyens nécessaires à la réactivité attendue pour cette prestation.

3.4 - Annulation par le service de soin

Le GHT Centre Franche Comté se réserve la possibilité d'annuler un transport. Si l'annulation intervient à moins de 30 minutes de l'horaire demandé, le transporteur se voit attribuer une indemnisation conformément au barème de dédommagement validé et en application depuis le 1^{er} janvier 2025 (annexe 3 du CCTP), sauf si l'établissement est en mesure de lui proposer une course équivalente dans un délai de 20 minutes.

3.5 - Cas du transport simultané de plusieurs patients

En transport assis (VSL et taxis), l'établissement peut imposer le transport simultané de plusieurs patients (3 maximum) dans un même véhicule. Ce regroupement est signalé au transporteur au moment de l'appel. Il ne peut s'y opposer. Seuls seront concernés des transports pour des consultations/actes médicaux/transferts prévus au même endroit ou en des endroits relativement proches et à des heures rapprochées, de façon à éviter des attentes excessives.

Une facture est établie pour chacun des malades, et un abattement (confère sécurité social) est alors appliqué. Cet abattement s'applique à la totalité du prix de la facture par patient, y compris les éventuelles majorations ou suppléments, et à l'exclusion des droits de péage.

Les détours éventuellement faits par le transporteur lors d'un transport simultané et consécutifs à la prise en charge des patients en des points différents et quel que soit leur nombre sont pris en compte.

Le transport simultané de plusieurs patients à l'initiative du transporteur n'est pas autorisé. Un seul patient est transporté simultanément dans un véhicule sauf si le transport partagé est une demande de l'établissement précisée par mail, fax, ou sur le bon de commande.

En ambulance, le transport groupé n'est possible que pour une mère et son nouveau-né, ou deux nouveau-nés de la même fratrie.

Article 4 – DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à l'ensemble de la législation et de la réglementation applicable à la prestation et aux normes françaises en vigueur et à venir au moment et pendant la réalisation de leurs prestations.

Les véhicules devront répondre aux exigences sanitaires, conformément à la réglementation en vigueur.

Cette réglementation repose, notamment, à la date de passation du présent marché sur les textes suivants :

- Code de la sécurité sociale, et notamment ses articles L.322.5, L.162-1-15, R.322-10 et suivants.
- Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L.6312-1 à L.6312-5, et R.6312-6 à R.6312-23,
- Code de la Route notamment de l'article R.412-1 et suivants, en particulier s'agissant du transport d'enfants, les véhicules de transport devront impérativement être équipés d'un siège auto homologué ;
- Décret n° 2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires ;
- Arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectées aux transports sanitaires terrestres ;
- Arrêté du 25 juin 2001 relatif aux visites techniques des véhicules effectuant des transports sanitaires.
- Arrêté du 19 novembre 2008 modifiant l'arrêté du 30 octobre 1987 relatif aux dispositifs spéciaux de signalisation des véhicules d'intervention urgente.
- Arrêté du 10 février 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres.
- Circulaire DHOS/01/2005/67 du 7 février 2005 relative à l'organisation des transports de nouveau-nés, nourrissons et enfants (BO santé n°2005-2).
- Norme NF EN 1789 « Véhicules de transport sanitaire et leurs équipements. — Ambulances routières.
- Décret 87-965 du 30 novembre 1987 et l'arrêté du 10 février 2009 relatif aux agréments
- Décision du 18 décembre 2018 relative à l'établissement d'une convention type à destination des entreprises de taxi et des organismes locaux d'assurance maladie
- Décret du 23 août 2013 relatif aux conditions d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite des véhicules terrestres à moteur.
- Décret du 23 août 2013 relatif aux "conditions d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite des véhicules terrestres à moteur des catégories M1 et N1".
- Ainsi que tout autre texte applicable en matière de transports de personnes ayant des conséquences sur l'exécution du présent marché.

Article 5 - DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL

5.1 - Dispositions générales

Le titulaire doit préciser dans son mémoire technique les noms et les coordonnées d'un référént qui devra pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel.

Pour les transports en Ambulances :

L'équipage d'une ambulance doit comprendre 2 personnes titulaires du permis B et de l'attestation préfectorale autorisant la conduite d'ambulance.

Un membre au minimum de l'équipage est titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA) ou Certificat de Capacité d'Ambulancier (CCA) et de l'attestation de formation aux gestes d'urgence de niveau II en cours de validité (AFGSU2).

L'autre membre d'équipage doit être titulaire de l'attestation d'auxiliaire d'ambulancier (AA).

Pour les transports en V.S.L. :

L'équipage d'un V.S.L. doit comprendre 1 personne titulaire du permis B et de l'attestation préfectorale autorisant la conduite d'ambulance.

Cette personne est titulaire soit du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA), soit du Certificat de Capacité d'Ambulancier (CCA), soit de l'attestation d'auxiliaire d'ambulancier (AA) et de l'attestation de formation aux gestes d'urgence de niveau II en cours de validité (AFGSU2).

Pour les transports en taxis :

Les taxis ou groupements de taxi candidats doivent être titulaires de l'agrément délivré par le département et être conventionnés et certifiés par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Les chauffeurs doivent être titulaires du diplôme de premier secours (PSC1).

Pour les transports en TPMR :

Les taxis ou groupements de taxi candidats doivent être titulaires de l'agrément délivré par le département et être conventionnés et certifiés par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Les chauffeurs doivent être titulaires du diplôme de premier secours (PSC1). Les véhicules utilisés doivent être spécialement équipés pour le transport de personnes à mobilité réduite, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour l'ensemble des transports :

Le titulaire ou son personnel en contact avec le public et/ou pénétrant dans l'enceinte des établissements de santé doit se conformer aux exigences vaccinales nationales liées au COVID 19 et suivre scrupuleusement les règles de prévention préconisées par le Ministère de la Santé.

Le personnel doit satisfaire à la réglementation en vigueur sur le passeport sanitaire, et l'employeur à la charge d'en assurer la vérification.

En aucun cas les titulaires ne pourront refuser la prise en charge d'un patient sous le prétexte qu'il serait infecté ou suspecté d'être infecté par un agent pathogène transmissible.

5.2 - Responsabilité

Le personnel du titulaire se doit :

- D'informer la personne à transporter du déroulement de la mission.
- D'informer le personnel du service de soins du départ et du retour du patient.
- D'avoir une conduite des véhicules adaptée à l'état de santé des personnes transportées.

- De faire preuve de courtoisie envers les patients et les membres du personnel des établissements de soins. Le vouvoiement est de rigueur. Hormis les jeunes enfants, les patients doivent être appelés par leur qualité (Monsieur ou Madame) suivi de leur nom de famille.

Le personnel du titulaire du marché sera responsable :

- Du dossier médical et des documents remis dans le cadre de la prise en charge du patient.
- Des effets personnels de la personne transportée.
- De la bonne conservation de la demande de transport établie par l'établissement membre du GHT Centre Franche-Comté.
- Du matériel mis le cas échéant à sa disposition par l'établissement membre du GHT Centre Franche-Comté et notamment de son retour vers le service d'hospitalisation d'origine.

Dans le cas d'un transfert ou d'une consultation externe, le bon de commande indique l'heure où le patient est attendu dans le service d'accueil ou l'heure de la consultation. L'heure du départ de l'établissement membre du GHT centre Franche Comté est fixée par l'ambulancier lui-même qui apprécie sous sa responsabilité, le délai nécessaire pour être à l'heure au rendez-vous fixé. Dès acceptation de la commande, l'ambulancier informe sans délai le service de soins de son heure d'arrivée pour prendre en charge le patient.

Le titulaire doit faire en sorte que son personnel soit joignable à tout moment sur demande de l'établissement membre du GHT Centre Franche-Comté.

5.2.1 - Spécificité pour les transports en position couchée :

Le personnel du titulaire du marché sera responsable :

- De la surveillance du patient jusqu'à sa prise en charge par le personnel du lieu d'accueil.
- L'équipage couvre et soustrait au regard du public la personne transportée. Il respecte l'intégrité physique, la dignité et le confort de la personne lors de toutes les manipulations et lors du transport en lui-même.
- Le personnel informe la personne à transporter du déroulement de la mission.

5.2.2 - Spécificité pour les transports en position assise

Le personnel du titulaire du marché sera responsable :

- D'aider la personne transportée lors de la montée et de la descente du véhicule.
- L'intégrité physique, la dignité et le confort de la personne devront être respectés lors de toutes les manipulations et du transport en lui-même.
- D'aller chercher le patient dans sa chambre et de l'aider si besoin pour la marche. La possibilité de création de salon de sortie est à l'étude dans les établissements.
- Pour le retour, le patient est déposé dans sa chambre, le chauffeur aide si besoin pour la marche.

5.3 - Secret professionnel – déontologie – Laïcité

Le personnel chargé d'exécuter les prestations est tenu à une obligation générale de discrétion et de confidentialité quant aux conditions d'exécution des prestations, objet du présent marché et aux informations qui lui sont communiquées (identité du patient, dossier médical, origine, destination, etc.).

Le personnel chargé d'exécuter les prestations s'abstiendra de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitant de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas mettre à profit sa présence au sein des établissements membres du GHT Centre Franche-Comté pour se livrer à une quelconque forme de publicité illicite pouvant porter atteinte au principe de la libre concurrence, tant auprès du patient que du personnel.

5.4 - Tenue générale – identification du personnel

Le personnel chargé d'exécuter les prestations doit être identifiable par le port d'une tenue, d'une marque ou d'un badge facilement identifiable et indiquant la raison sociale de la société.

La Direction du CHU de Besançon, en tant qu'établissement support, se réserve la possibilité d'exiger du titulaire du marché le remplacement de tel ou tel de ses agents dont la tenue ou le comportement général ne seraient pas compatibles avec les exigences de la qualité de prise en charge des patients pour l'ensemble des établissements membres.

5.5 - Règlement intérieur

Le titulaire s'engage à se conformer au *règlement intérieur* de chaque établissement membre du GHT Centre Franche-Comté dont un exemplaire lui sera communiqué en début de marché.

5.6 - Gestion des déchets

Il est strictement interdit de déposer les déchets issus des transports (draps à UU, couvertures à UU, gant, déchets biologiques, etc.) dans les poubelles extérieures et intérieures des établissements membre du GHT Centre Franche-Comté.

Le titulaire du marché doit gérer l'ensemble des déchets générés dans le respect des filières DASRI / ordures ménagères.

Article 6 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX VEHICULES ET A LEUR EQUIPEMENT

6.1 - Véhicules

Les ambulances sont des véhicules de catégorie C réservés au transport d'un patient unique en position allongée. Les transports simultanés ne sont autorisés que pour une mère et son nouveau-né, ou pour des nouveau-nés de la même fratrie.

Les V.S.L. sont des véhicules de catégorie D réservés au transport de 3 patients maximum en position assise.

Les taxis sont des véhicules automobiles de série comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum. Ils doivent être munis des équipements spéciaux indiqués dans l'article R3121-1 du code des transports.

Les véhicules TPMR et leurs aménagements doivent être conformes au décret du 23 août 2013 relatif aux « conditions d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite des véhicules terrestres à moteur », aux règlements UE214/2014, UE 2018/858 ainsi qu'à l'arrêté du 29 décembre 2020.

6.2 - Identification du titulaire de l'agrément

Le prestataire devra indiquer très clairement la liste et la description des véhicules et de leurs équipements mis spécifiquement à la disposition des établissements membres du GHT Centre Franche-Comté pour l'exécution du présent marché, ainsi que leur n° d'agrément.

Cette liste sera remise à jour à chaque nouveau véhicule et adressée immédiatement au CHU de Besançon, établissement support du GHT Centre Franche-Comté, et une copie adressée aux membres du groupement concerné.

Les transports des patients en ambulance devront être exécutés dans des véhicules répondant aux normes actuelles en matière de confort et de sécurité. Ces véhicules devront correspondre à ceux qui ont été déclarés à l'occasion ou suite au dépôt de la demande d'agrément auprès de l'Agence Régionale de Santé.

Le titulaire devra fournir chaque année les justificatifs relatifs au contrôle technique de tous ses véhicules. Ils devront être actualisés en cas de changement de véhicule.

Les ambulances et VSL, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, devront être régulièrement soumis à l'inspection des services de l'autorité sanitaire (délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé).

Les établissements membres du GHT procéderont, s'ils le jugent utile, à des vérifications ; au cours des trajets, ou à l'arrivée des patients dans les autres établissements, sur les conditions de transport des patients, ainsi que sur l'application de la réglementation tarifaire en matière de transport sanitaire, et plus particulièrement au niveau des abattements à pratiquer sur les tarifs lorsque plusieurs patients sont transportés dans le même véhicule.

6.3 - Equipement des véhicules

6.3.1 - Transports en ambulances

Les matériels biomédicaux et paramédicaux utilisés par le titulaire pour assurer la prestation de transport doivent être conformes aux lois et règlements relatifs aux dispositifs médicaux. Les matériels utilisés bénéficient impérativement du marquage CE. Les certificats de marquage CE délivrés par un organisme officiel devront être fournis par le titulaire sur simple demande du CHU de Besançon et des établissements partis.

La maintenance préventive et corrective, ainsi que l'entretien des matériels biomédicaux et paramédicaux sont assurées par le titulaire de façon régulière, afin d'éviter tout dysfonctionnement. A titre général, le titulaire prend toute mesure préventive et corrective de nature à améliorer la qualité des prestations.

Le linge (draps, alèses, couvertures) nécessaire au transport doit être fourni par le titulaire.

Dans le cadre de transports à destination ou au départ du CHS de St Ylie et du CHS de Novillars les ambulances devront être équipées de matériel de contention.

6.3.2 - Transports pédiatriques

Dans le cas de transport d'enfant (VSL ou ambulance) l'ambulancier doit mettre à disposition les matériels adaptés à l'âge du patient, tels que coques rehausseurs, sièges de bébé, nacelles brancards amovibles. Ces dispositifs sont utilisés conformément au code de la route.

Les incubateurs sont systématiquement prêtés par le service demandeur.

6.3.2 - Transports bariatriques (supérieur à IMC de 35)

Pour le cas particulier des transports bariatriques, le titulaire utilisera son matériel à savoir un brancard adapté. Le titulaire du marché devra mentionner dans son offre le poids maximum autorisé pour le transport de patients sur le brancard. L'entretien du matériel spécifique aux transports bariatriques est à la charge du titulaire.

6.3.3 - Spécificité pour les patients psychiatriques sous contention

Le titulaire devra, à ses frais, acquérir les dispositifs de contention nécessaires au maintien des patients durant leur transport sur un brancard ainsi que les malles de rangement. Les candidats indiqueront dans leur mémoire technique la marque et le nombre d'équipement disponible.

Une malle pourra être entreposée dans chaque service d'urgences psychiatriques, à retourner après utilisation.

6.4 – Protocoles d'hygiène pour les transports en ambulances

6.4.1 – Hygiène des mains et précautions standards

Le personnel du titulaire doit :

- Réaliser impérativement une hygiène des mains entre chaque transport, après avoir déposé un patient et avant d'en reprendre un autre :
- Porter, quand nécessaire, des gants à usage unique.
- Porter un masque chirurgical en cas de toux, d'éternuements ou de mal de gorge afin de ne pas contaminer un patient
- Porter un masque chirurgical pour toute prise en charge de patient qui tousse si ce dernier ne peut supporter le port du masque
- Mettre en place les précautions complémentaires spécifiques en cas de tuberculose, méningites à méningocoques et bactéries multi-résistantes.

6.4.2 – Hygiène du linge

La tenue vestimentaire :

- Une tenue, marquée au nom de l'entreprise, doit être changée tous les jours.
- En cas de contact large avec un patient porteur de BMR, le port d'un tablier ou d'une sur-blouse à UU est nécessaire.
- Si la tenue est souillée, elle devra être changée avant la prise en charge du patient suivant.

Les draps et les couvertures :

A la prise du service, les ambulanciers disposent d'un nombre suffisant de draps propres (en adéquation avec la planification des transports). Les draps propres sont protégés. Les draps utilisés sont placés dans un endroit réservé à cet usage.

6.4.3 - Hygiène du véhicule

Le CHU de Besançon et les établissements partis se réservent le droit de vérifier l'équipement à n'importe quel moment, ainsi que l'état général des véhicules utilisés. Des prélèvements destinés à vérifier le respect des conditions d'hygiène et de nettoyage des véhicules et du matériel embarqué pourront aussi être effectués.

Article 7 - OBLIGATIONS POUR CHAQUE ETABLISSEMENT MEMBRE DU GHT CENTRE FRANCHE-COMTE

Les établissements membres du GHT Centre Franche-Comté doivent :

- Rendre accessibles les locaux où des patients sont à prendre en charge ou à déposer,
- Ne pas utiliser le matériel marqué au nom de l'entreprise,
- Disposer d'un matériel suffisant et disponible pour assurer l'accueil des patients amenés par le prestataire dans le cadre du présent marché,
- Disposer d'une organisation interne permettant la ponctualité lors de la prise en charge du patient par le prestataire (dossier médical complet, précisions complètes sur le lieu et l'horaire du rendez-vous, bracelet d'identification sur le patient, etc...),
- Agir avec courtoisie vis-à-vis des patients et du titulaire du marché, dans la prise en charge soignante, la gestion administrative et la facturation,
- Prendre directement contact avec l'un des responsables de l'entreprise en cas de problème avec un de ses agents – et en informer parallèlement le CHU de Besançon.

Suivi des dysfonctionnements

Les établissements de santé rédigent des fiches d'incidents pour le suivi des problèmes rencontrés dans les services de soins. Dans le cas où l'incident concerne un transport sanitaire, la fiche est systématiquement transmise par mail au prestataire concerné. Celui-ci dispose d'un délai d'une semaine pour y répondre et expliquer les actions correctives qui seront entreprises.

Les contrôles effectués et le traitement des réclamations serviront – en dernier recours et lorsque la recherche de compromis aura échoué - à appliquer les pénalités prévues dans les documents contractuels

du marché pour les cas de non-respect des clauses du présent CCTP et des objectifs du présent marché en matière de qualité.

Article 8 – OBLIGATIONS DU OU DES TITULAIRES

Qualité de la prestation – Plan de progrès – Comité de suivi

Le titulaire aura pour obligation de transmettre au moins une fois par an dans un délai de 2 mois avant la date anniversaire du marché chaque année, un rapport d'activité des dysfonctionnements rencontrés à l'exécution de la prestation et des indicateurs de suivi des événements indésirables en précisant le nombre de transport par type facturé.

Le pouvoir adjudicateur organisera une réunion semestrielle de suivi à laquelle participera le titulaire afin de réaliser un bilan qualitatif de la prestation et de mettre en place les axes d'amélioration éventuels. Le planning et les participants à ces réunions sont déterminés d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

L'absence de transmission de ce rapport d'activité pourra entraîner l'application de pénalité prévue au CCAP du présent marché.